



Pour une école et une société de la confiance

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, partage sa vision et ses projets pour l'école. Il explique les réformes réalisées et celles en cours d'application. Sans oublier de croiser le fer avec ses contempteurs.

Comment s'est passée cette rentrée 2020 ?

Nous avions deux grands objectifs. Le premier était le retour de tous les élèves et des professeurs. Sur ce point, la situation est bonne ; nous pouvons considérer que la France a fait une des meilleures rentrées scolaires possibles, surtout si on compare avec ce qui se passe dans le reste du monde. Il faut s'en réjouir collectivement et remercier le million de personnes au service de l'Éducation nationale et des collectivités locales pour tout le travail de préparation. Nous devons nous réjouir aussi d'avoir un service public national de l'éducation qui nous permet, avec certes des imperfections, d'assurer cette plénitude du droit à l'éducation. Un droit qui reste fondamental et ne peut pas être marginalisé à la première épidémie venue. Dans plusieurs pays, les enfants n'ont pas vu l'école depuis le mois de mars, ce qui peut créer un désordre de la société dans son entier. C'est grave, et il nous faut éviter cela.

Le second objectif était de faire une rentrée dans le respect d'un cadre sanitaire assurant la santé de tous. Des principes nationaux ont clairement été définis au début du mois de juillet, avec

des approches locales que nous assumons car il faut laisser de la souplesse. Chaque fois, ces approches locales sont articulées entre la préfecture, l'agence régionale de santé et le rectorat. Nous sommes très largement en-dessous de 0,5 % de classes ou d'établissements fermés, ce qui est très raisonnable à l'échelle de la France¹.

Quel est votre modèle d'école ?

Je le résume par l'expression « école de la confiance », c'est-à-dire une école qui réussit à créer de la confiance auprès de tous : confiance en soi de l'élève, confiance de l'institution vis-à-vis de tous les acteurs, des professeurs en l'institution, des parents envers les professeurs et vice versa. Ce modèle est lui-même créateur d'une société de confiance. Avoir un projet d'école, c'est avoir un projet de société. Une société de confiance est une société moins individualiste, plus coopérative et où ces principes s'épanouissent dès la vie en famille et dès l'école. J'ai bien conscience que nous n'y sommes pas encore parvenus. Le chemin passe par plusieurs évolutions de nature pédagogique et éducative. Sur le plan pédagogique, ma première priorité est et restera toujours l'acquisition des savoirs fondamentaux. C'est la condition de tout autre épanouissement. Or, un cinquième des enfants sont en difficulté sur ce point, ce qui coïncide souvent avec leur condition sociale défavorisée. Parce que le but de notre modèle d'école est d'élever le niveau de chacun et de lutter contre les inégalités sociales, la priorité doit être donnée à l'école primaire. C'est pourquoi

nous lui attribuons des moyens supplémentaires même s'il y a moins d'élèves. La mesure phare, qui n'est pas la seule, reste celle du dédoublement des classes de CP, de CE1 et maintenant de grande section de maternelle en réseau d'éducation prioritaire. Les évaluations de début d'année, la formation continue des professeurs et d'autres facteurs contribuent à leur tour à atteindre ces objectifs. De façon générale, une fois ce socle de connaissances acquis, l'important est de proposer un parcours personnalisé à chaque enfant, dont l'exemple type est celui de l'école inclusive.

D'autres expériences, observées chez nos voisins, pourraient-elles nourrir ce modèle d'école ?

La comparaison internationale et européenne est essentielle pour faire progresser un système scolaire. Aujourd'hui, deux grands paradigmes de réussite s'opposent. D'une part, le paradigme asiatique, qui valorise le travail et l'exigence. Dans les classements internationaux, c'est celui qui domine. D'autre part, le paradigme scandinave, qui insiste sur l'épanouissement de l'enfant, son bonheur à être à l'école, l'esprit de coopération, etc. Il se prévaut d'un certain nombre de réussites, quoique moins visibles dans ces classements internationaux. À mes yeux, la France pourrait de ces deux paradigmes et pourrait parfaitement être l'un des pays ayant la plus grande réussite scolaire en puisant dans ce qu'il y a de positif dans les deux modèles. Or, par le passé, nous les avons beaucoup opposés. Très souvent, on considère qu'insister sur les savoirs

fondamentaux ou sur la méthode syllabique est passéiste, alors même qu'à mes yeux il n'y a rien de plus progressiste. Si nous n'en passons pas par là, on se paie de mots. Les enfants des classes favorisées s'en sortent toujours. Les enfants défavorisés n'ont, eux, que l'école de la République. En un mot, il faut viser un modèle équilibré entre ces deux paradigmes. Voyez dans le domaine sportif. Spontanément, presque tous les enfants aiment le sport et l'activité physique, qui impliquent le dépassement de soi, le respect des règles, mais qui apportent également un plaisir immense, la joie de faire en équipe... Nous n'avons pas à opposer le plaisir et l'effort.

Pour se rapprocher de ce que vous décrivez, ne faut-il pas abandonner la lourdeur des programmes et miser sur l'approche par compétence ?

Dans les deux cas, il faut prendre en compte les forces et les limites de l'approche à la française. Si on prend



l'exemple des lycées français à l'étranger, notre modèle, avec ses programmes, les rend attractifs. Cette capacité rationnelle à concevoir une progression de la maternelle jusqu'à la terminale est

extrêmement rassurante pour les familles. Ce bien très précieux ne doit pas être perdu. En primaire, les enseignants s'accommodent des programmes, car chacun d'entre eux en maîtrise l'exécution. Dans le secondaire, c'est plus problématique parce que chaque discipline

est enseignée par des enseignants différents. Il faut veiller à ce que les programmes restent suffisamment digestes pour être assimilés dans l'année scolaire. C'est pourquoi depuis une quinzaine d'années, l'éducation nationale travaille sur l'acquisition de connaissances mais aussi de compétences.

Plusieurs rapports pointent les inégalités qui se creusent. Comment expliquer que l'école française ne parvienne pas à résorber ces inégalités, voire les renforce ?

Il y a plusieurs éléments explicatifs, généralement bien identifiés et en partie liés à l'accroissement des inégalités autour de l'école, en particulier au niveau territorial. En fonction de la concentration de la difficulté sociale, les établissements sont tirés vers le bas. L'absence de mixité sociale joue aussi un rôle, et c'est un problème qui se pose parfois à l'échelle de toute une région. Prenons la Bretagne. C'est la région de France qui réussit le mieux en termes de réussite scolaire. Ceci montre bien que ce ne sont pas les fondamentaux du système français qui sont en cause mais tout ce qui entoure le quotidien, la formation des professeurs ainsi que les facteurs sociaux. C'est pour ces raisons que nous avons entamé depuis trois ans une politique qui analyse chacun des leviers de la réussite scolaire. Elle porte ses fruits progressivement. Le dédoublement des classes est fondamental. Il concerne déjà 300 000 enfants, et un peu plus en cette rentrée avec les grandes sections de maternelle. 20 % des élèves d'une génération évoluent donc dans un cadre pédagogique exceptionnel. Et pour eux, c'est plutôt un bon départ dans la vie. Mentionnons encore les cités éducatives ou « Devoirs faits », le dispositif d'aide aux devoirs après les cours

au collège.

Le nombre d'élèves en filière d'apprentissage a décollé pour les premiers niveaux de diplôme, est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle ?

L'apprentissage est un élément clé d'évolution de notre système. Nous observons ce qui se passe en Suisse et en Allemagne. Nous avons réalisé deux réformes importantes en la matière depuis 2017. En faisant coopérer le ministère de l'Éducation nationale avec celui du Travail, nous avons réussi à avancer sur de nombreux chantiers : une plus grande fluidité dans la définition des standards de diplômes et de certifications des apprentis ; une image plus juste des filières d'apprentissage et professionnelles ; des incitations (financières et juridiques) à embaucher des apprentis. Nous sommes passés de 340 000 à 500 000 élèves dans ces filières. Ce processus est à relancer après l'arrivée de la Covid. Les dernières propositions pour ce faire vont dans ce sens.

Beaucoup d'enseignants interrogés pour ce dossier parlent d'une hiérarchie peu bienveillante et très verticale. Que répondez-vous ?

Il y a la réalité et le ressenti, le poids du passé et la lenteur des progrès souhaitables. La logique de confiance et de participation est un cercle vertueux qui n'est pas facile à enclencher. Notamment parce que des voix n'ont cessé de la contrecarrer, tant envers le gouvernement qu'envers ce ministère, depuis que nous sommes là. Dès que nous

avons parlé de l'école de la confiance, des propos sont apparus pour dire que ce n'était pas vrai, que nous défendions un autre modèle. Ce climat ne nous aide pas, même s'il n'empêche pas d'avancer. D'autre part, l'institution fonctionne avec une part de verticalité et une part d'horizontalité, parties entre lesquelles il faut trouver l'équilibre. La verticalité est inhérente au fait d'être un service public national. On a besoin de formes de hiérarchie, de programmes communs, d'une répartition des moyens sur l'ensemble du territoire... Cette verticalité implique des contraintes mais elle est le corollaire du principe d'égalité.

Certes, nous avons besoin de plus d'horizontalité, qui correspond au principe de liberté, pour une plus grande autonomie des acteurs, plus de créativité et d'innovations. Notre système doit à la fois être désinstitué et promu-

voir l'esprit d'équipe. Certaines de nos réformes vont dans ce sens, mais nos mentalités doivent aussi changer. J'en appelle à des discours plus constructifs de la part de l'ensemble des acteurs. On est encore beaucoup trop dans une société de défiance, où on pense que l'institution va forcément être un frein, trop cadrer les choses. Or, ce n'est pas ce qu'on souhaite. Bien au contraire, je souhaite favoriser une plus grande prise de responsabilité de la part de tous les acteurs de l'école.

Pendant le confinement, les parents ont découvert la réalité du métier de professeur. Comment comptez-vous revaloriser ce métier ?

La crise que nous traversons est à la fois un problème et une opportunité. Un problème que chacun voit, mais aussi une opportunité, parce que la relation famille-professeur a pu évoluer vers une meilleure compréhension mutuelle. Ce changement va nous aider à légitimer les efforts budgétaires importants qu'il va falloir consentir pour améliorer la rémunération des enseignants. Un million de personnes travaillent dans l'Éducation nationale. Le budget de mon ministère est donc important. Préparé depuis maintenant deux ans, ce plan va déboucher sur le Grenelle de l'éducation. L'objectif est de parvenir à une meilleure reconnaissance des professeurs et de notre système éducatif afin qu'il devienne plus participatif et plus responsabilisant. Reconnaissance, coopération, ouverture sont nos trois mots clés. Nous espérons ainsi accroître l'estime de soi des professeurs, de même que la reconnaissance de la société envers eux. Des professeurs plus heureux, c'est fondamental pour le bien-être et donc la réussite des élèves. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. BERNOLE, M. PRANDI ET L. SALAMON

1. Au 18 septembre 2020, 89 structures scolaires fermées, soit 0,14 % ; 2 500 classes fermées soit 0,4 %.

**« La logique de confiance
et de participation est
un cercle vertueux qui n'est
pas facile à enclencher »**

